Notant également que le rapport de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche intitulé *La situation des femmes aux Nations Unies*⁴⁰ confirme le déséquilibre constaté dans la proportion des femmes occupant des postes de haut niveau et donne des statistiques qui montrent que, en matière de promotion, les fonctionnaires du sexe féminin et du sexe masculin du Secrétariat progressent inégalement,

Préoccupée par la situation peu satisfaisante que ces rapports révèlent et qui exige des mesures et des programmes précis pour parvenir à un juste équilibre entre le nombre des hommes et celui des femmes, en particulier dans les postes de rang élevé et les postes de direction, y compris ceux de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général,

1. Prie le Secrétaire général ainsi que les chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies de prendre toutes mesures nécessaires pour faire en sorte, tout en respectant la Charte des Nations Unies, compte tenu en particulier du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, qu'un équilibre équitable entre les fonctionnaires du sexe masculin et du sexe féminin, notamment dans les postes décrits ci-dessus, soit réalisé avant la fin de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à tous les niveaux dans les organismes des Nations Unies;

2. Demande instamment au Secrétaire général ainsi qu'aux chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies, pour atteindre cet objectif, d'accorder une attention accrue au recrutement et à la promotion des femmes ainsi qu'aux attributions qui leur sont confiées;

3. Prie en outre le Secrétaire général ainsi que les chefs de secrétariat de tous les organismes des Nations Unies de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, sur les mesures qui auront été prises pour donner suite aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus;

4. Prie également le Secrétaire général de continuer d'inclure, dans ses rapports à l'Assemblée générale sur la composition du Secrétariat, des renseignements complets et détaillés sur l'emploi des femmes dans les secrétariats des organismes des Nations Unies, indiquant clairement la nature des postes et les types de fonctions occupées par des femmes au niveau des administrateurs et aux niveaux de direction et leur répartition par nationalité, compte tenu du principe de la répartition géographique équitable;

5. Prie en outre le Secrétaire général de présenter un rapport sur la condition des femmes employées dans les secrétariats au niveau de la catégorie des services généraux.

2324^e séance plénière
18 décembre 1974

3353 (XXIX). Amendements au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3007 (XXVII) du 18 décembre 1972, dans laquelle elle s'est déclarée soucieuse d'assurer que, conformément à l'Article 8 de la Charte des Nations Unies, aucune restriction ne soit imposée à l'accès des hommes et des femmes, dans des condi-

tions d'égalité, à toutes les fonctions du Secrétariat, et d'éviter toute discrimination entre les fonctionnaires fondée sur le sexe,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les inégalités de traitement fondées sur le sexe, découlant de l'application des dispositions du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies⁴¹, ainsi que le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴²,

1. Décide de modifier comme suit, avec effet au 1^{er} janvier 1975, les articles 7.1 et 9.4 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies :

"Article 7.1

"Sous réserve des conditions et des définitions établies par le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies paie, lorsqu'il y a lieu de le faire, les frais de voyage des fonctionnaires, de leur conjoint, et des enfants à leur charge";

"Article 9.4*

"Le Secrétaire général fixe un barème pour le versement des primes de rapatriement dans les limites des maximums indiqués à l'annexe IV du présent Statut et aux conditions prévues dans cette annexe";

2. Décide de modifier, avec effet au 1^{er} janvier 1975, l'annexe IV du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies en remplaçant dans tous les cas les mots "épouse (ou mari à charge)" par le mot "conjoint";

3. Prend acte des modifications que le Secrétaire général a apportées au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies durant l'année qui a pris fin le 30 juin 1974 et dont il a rendu compte dans son rapport⁴³.

2324^e séance plénière
18 décembre 1974

3354 (XXIX). Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à l'Assemblée générale et aux organisations affiliées à la Caisse commune pour 1974⁴⁴, ainsi que le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁵,

I

AJUSTEMENT DES PENSIONS COMPTE TENU DES VARIATIONS DU COÛT DE LA VIE

Décide de modifier le système d'ajustement des pensions actuellement servies qui est exposé dans la sec-

* La modification, qui consistait à supprimer les mots "or service benefits" dans le texte anglais, ne s'applique pas au texte français.

⁴¹ A/C.5/1603.

⁴² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 8 (A/9608 et Add.1 à 23), document A/9608/Add.5.

⁴³ A/C.5/1600.

⁴⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 9 (A/9609).

⁴⁵ A/9879.

tion I de la résolution 3100 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1973, et dans des résolutions antérieures sur le même sujet, avec effet au 1^{er} janvier 1975, conformément aux recommandations que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a formulées à l'annexe V de son rapport à l'Assemblée pour 1974, étant entendu qu'aucun bénéficiaire qui opte pour le système de l'indice des prix à la consommation et dont la pension a commencé à lui être servie avant le 1^{er} janvier 1975 ne recevra de ce fait une somme plus élevée que si la pension avait commencé à lui être servie le 1^{er} janvier 1975;

II

AMENDEMENTS AUX STATUTS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

1. *Décide* que les statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sont modifiés, sans effet rétroactif, comme il est indiqué dans l'annexe VII au rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, étant entendu que la modification apportée à l'article 36 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1975 et que l'article supplémentaire A entrera en vigueur lorsque la notion d'emploi à temps partiel ouvrant droit à pension aura été définie de la manière suggérée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 29 de son rapport sur la question;

2. *Décide en outre* que, conformément au paragraphe 55 du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et au paragraphe 28 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, l'article 9 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est modifié, avec effet au 1^{er} janvier 1975, afin que des personnes représentant les cinq régions géographiques puissent participer en même temps aux travaux du Comité d'actuels, de façon à porter à cinq le nombre des membres dudit Comité;

III

DÉPENSES D'ADMINISTRATION

Approuve l'engagement, pour l'administration de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de dépenses, directement à la charge de la Caisse, d'un montant total net de 2 112 400 dollars pour 1975 et de dépenses additionnelles d'un montant total net de 96 800 dollars pour 1974, conformément à l'état estimatif qui figure à l'annexe III du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

IV

PLACEMENTS DE LA CAISSE

1. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, un rapport sur les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui portera, entre autres, sur les questions suivantes :

- a) Politique de placement;
- b) Mécanisme utilisé pour effectuer les placements;
- c) Types de placements;
- d) Profil de la composition du portefeuille au 31 décembre 1974;

e) Etat, au 31 décembre 1974, des gains et des pertes sur les ventes de titres;

f) Raisons de la perte résultant de la vente de titres;

g) Monnaies et pays dans lesquels les placements sont faits et montants de ces placements;

h) Effets de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur la situation réelle de la Caisse;

étant entendu que les renseignements communiqués seront examinés dans le contexte de l'article 19 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

2. *Fait sienne* la recommandation formulée au paragraphe 74 du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, selon laquelle une attention particulière devrait être accordée aux possibilités de placements intéressants dans des pays en voie de développement, et prie le Secrétaire général de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa trentième session;

V

CORPS COMMUN D'INSPECTION

1. *Prie* le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies d'examiner, à sa vingtième session, la possibilité d'inclure les membres du Corps commun d'inspection parmi les personnes remplissant les conditions requises pour participer à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de proposer éventuellement de modifier en conséquence les statuts de la Caisse;

2. *Autorise* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les autres membres du Comité administratif de coordination, à rechercher d'autres arrangements éventuels en vue d'étendre le droit à pension aux inspecteurs et à faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trentième session, en tenant compte également des résultats de l'examen entrepris par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies conformément au paragraphe 1 ci-dessus;

VI

1. *Approuve* les observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans les paragraphes 20 et 42 à 45 de son rapport;

2. *Approuve également* les observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 22 de son rapport, sous réserve que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies commence la révision du système actuel d'ajustement des pensions au début de 1975 et présente un rapport intérimaire à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trentième session;

3. *Approuve en outre* les observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 30 de son rapport, sous réserve que le montant maximum que le Comité mixte sera autorisé à utiliser pour compléter les contributions volontaires versées au Fonds de secours⁴⁰ soit fixé à 100 000 dollars.

2324^e séance plénière
18 décembre 1974

⁴⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 9 (A/9009 et Corr.1), vol. I, chap. IV, par. 41 et 42.